

PRISE EN CHARGE MÉDICALE DES ALGÉRIENS EN FRANCE

La Cnas réglera les soins directement auprès de la Caisse de sécurité française

La procédure du paiement des soins médicaux des Algériens en France change. Le paiement des soins ne se fera plus auprès des hôpitaux, mais entre la Caisse de sécurité sociale française et la Cnas (Caisse nationale d'assurance sociale). Il y aura aussi un élargissement de prise en charge au profit des malades non salariés et les personnes démunies, nous confie-t-on.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Mardi dernier, le ministère français des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes a annoncé qu'un nouveau protocole de soins de santé franco-algérien, qui remplacera le protocole actuel de 1980, doit être adopté prochainement. Il permettra, selon lui, de prévenir les dettes auprès des hôpitaux français.

Selon une source au ministère du Travail, la prise en charge des malades dans les hôpitaux français qui touchait jusque-là uniquement les salariés sera élargie au profit des personnes non salariées et les démunies. La relation d'aujourd'hui qui

consistait à ce que la Caisse de sécurité sociale paye les créances aux hôpitaux français va changer.

Dorénavant, la relation sera exclusive entre la Caisse de sécurité française et la Cnas et non plus Cnas et hôpitaux français. «Suite à une convention, le malade détenteur d'une prise en charge se présentera muni d'un formulaire pour se soigner, et annuellement, la Caisse de sécurité française qui fera des apurements remettra une facture à la Cnas», nous dit-on.

Le problème des créances algériennes auprès des hôpitaux français est un sujet récurrent. Les hôpitaux français dénoncent à chaque fois le



Le problème des créances est un sujet récurrents.

non-remboursement des dettes médicales algériennes.

Le contentieux financier est «aujourd'hui résolu», a indiqué le ministère français des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes qui répondait à une question à l'Assemblée française, sur

les créances des hôpitaux concernant les étrangers.

Le ministère a précisé qu'entre la France et l'Algérie «plusieurs sessions de négociations ont eu lieu au cours des deux dernières années entre le ministère de la Santé, des hôpitaux publics détenteurs de

créances à l'encontre de patients résidant en Algérie et les autorités de ce pays».

Le contentieux, a-t-il soutenu, a été résolu grâce à un accord entre l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) et les autorités algériennes sous l'égide des gouvernements français et algérien.

En juillet 2015, un bilan de la direction en commission médicale d'établissement (CME) place l'Algérie en première position des mauvais payeurs, redevable de 31,6 millions d'euros suivie par le Maroc avec 11 millions et les Etats-Unis avec 5,7 millions. Le même bilan indique que le nombre de séjours de patients domiciliés à l'étranger a crû de 9,8% entre 2010 et 2014.

L'Algérie est toujours placée en première place avec 1 750 et 2 439 séjours enregistrés en 2010 et 2014. Ils étaient aussi 994 Marocains à séjourner dans les hôpitaux français en 2014.

S. A.

SÉCURITÉ SOCIALE

Un énième appel aux employeurs pour régulariser leur situation

Les employeurs n'ont plus qu'une vingtaine de jours pour se présenter aux organismes de la sécurité sociale afin de déclarer leurs employés et élaborer un échéancier de recouvrement de leurs dettes. A rappeler que l'article mentionné dans la loi de finances complémentaire 2015 leur a fixé le 31 mars 2016 comme dernier délai.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Les cotisations sociales sont, aujourd'hui, le cheval de bataille de la Cnas et de la Casnos. Effectivement, ce sont l'autonomie financière de celles-ci et la pérennité de cet écosystème qui sont mises en jeu.

Lors du séminaire technique sur «le développement des mécanismes de recouvrement des cotisations pour la pérennisation des systèmes de sécurité sociale», inauguré hier,

en collaboration avec l'Association internationale de la sécurité sociale (Issa), les DG de la Cnas et Casnos ont tous deux rappelé, encore une fois, que les cotisations sont «le fondement même» de ces caisses. D'où l'importance qui leur est consacrée.

Tidjani Hassan Haddam, DG de la Cnas, a ajouté également que c'est le recouvrement de ces cotisations puis leur redistribution qui conditionnent «l'amélioration des performances et

la qualité du service» de la sécurité sociale. Il s'agit, selon lui, «d'un instrument de cohésion sociale» et «d'un contrat juridique et moral». De son côté, Acheuk Youcef Chawki, DG de la Casnos, a indiqué l'aspect «solidaire» de cette démarche. Soulignant qu'avant d'être «un geste citoyen et responsable», c'est «un devoir, une redevance». L'assujettissement et le paiement régulier des cotisations sociales n'ont jamais été une question de «choix». L'appel au paiement de ces dernières est «le combat quotidien» des organismes de la sécurité sociale. Particulièrement depuis l'article mentionné dans la loi de finances complémentaire 2015 se rapportant à cette problématique

A.Chawki a révélé, en ce sens, que leur travail de sensibilisation a apporté ses fruits depuis. Selon lui, les recettes de la Casnos ont augmenté de près de 56% entre février 2015 et février 2016. Des résultats qu'il qualifie «d'exceptionnels» et d'une «croissance exponentielle», sans précédent. Cela dit, le responsable rappelle qu'il n'est pas trop tard pour que les employeurs régularisent leur situation, déclarent leurs salariés avec leurs salaires «réels» et aient un échéancier sur mesure pour recouvrer leurs dettes puisque le dernier délai est fixé au 31 mars. Toutefois, après cette date, précise-t-il, aucune facilité ne sera accordée à ceux qui ne se seront pas présentés et des pénalités seront prononcées et

appliquées à leur rencontre. Ce n'est, cependant, pas le cas pour les affiliations volontaires, a clarifié T.Haddam, qui, elles, s'étendront au-delà du 31 mars. D'autres dispositions spécifiques sont également consacrées aux agriculteurs et à leurs aidants familiaux. Convertir la sphère de l'informel vers l'économie réelle et la fructifier est aujourd'hui l'objectif principal de cette plateforme de mesures. Cependant, la mentalité du marché parallèle est très ancrée dans la société ; c'est pourquoi les DG de la Cnas et Casnos disent miser énormément sur la communication et la sensibilisation afin de faire adhérer celle-ci à une attitude plus responsable et plus citoyenne.

N. B.

DEUXIÈME SALON INTERNATIONAL «TIJARA EXPO»

Près d'une trentaine d'exposants confirment leur participation

Près d'une trentaine d'exposants ont confirmé leur participation à la 2^e édition du Salon international des équipements pour le commerce «Tijara Expo» qu'abritera la Safex du 16 au 21 mars en cours, a annoncé hier à Bouira, le directeur de l'animation et du développement auprès de la Chambre algérienne du commerce et de l'industrie (Caci) Rachid Sai.

Au cours d'une conférence de presse, tenue au niveau du siège de la chambre de l'agriculture de Bouira, M. Sai a précisé que cinq exposants étrangers prendront part à cette 2^e édition du salon.

Evoquant les objectifs de cette manifestation commerciale, le même responsable a expliqué à l'assistance que le salon «Tijara Expo» a pour but de promouvoir, de développer et de moderniser le secteur de la distribution et du commerce en Algérie et de permettre aux visiteurs et commerçants d'échanger des connaissances et expériences avec des participants nationaux et internationaux et de découvrir les différents matériels, équipements ainsi que les accessoires nécessaires à la pratique commerciale et à la distribution.

Le même responsable a saisi cette rencontre pour appeler les commerçants à «se moderniser pour ne pas disparaître». «Vous devez vous imprégner des grandes surfaces. Elles sont importantes et créatrices d'emploi, et sont considérées comme

des structures modernes offrant aux clients toutes les commodités», a-t-il dit. «D'ici quelques temps, personne n'ira acheter chez le commerçant du

coin, si ce dernier ne se met pas à la page», a-t-il mis en garde. Selon M. Sai, l'avenir du commerce en Algérie, «c'est la grande distribution !».

Il a rappelé aux walis les instructions du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, portant sur la facilitation de toute démarche visant à créer des grandes surfaces à travers le territoire du pays, tout en citant en exemple les hypermarchés «Uno» et «Ardis». «Ces deux hypermarchés contribuent grandement à l'essor du

commerce en Algérie», a-t-il estimé.

Le nombre des surfaces commerciales recensé en Algérie à fin septembre 2015 est de 2961, réparties en 2568 supérettes, 341 supermarchés et 52 hypermarchés, d'après les statistiques officielles fournies par M. Sai.

Ces statistiques prouvent que le commerce de détail dispose d'une grande marge de développement et recèle un potentiel de croissance «appréciable», a conclu le même res-

ponsable, soulignant, par là même que les perspectives de croissance du marché de détail sont favorisées par la croissance de la population, la tendance à la généralisation de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, les progrès enregistrés dans les domaines de la publicité et la communication et enfin la lutte contre le marché informel menée par les autorités publiques.

APS

SELON UN RESPONSABLE DU MINISTÈRE DU COMMERCE

Près de 75% des marchés informels ont été résorbés en Algérie

Près du quart, soit 73%, des marchés informels recensés en Algérie ont été résorbés à ce jour depuis le lancement, en 2011, de l'opération d'éradication du commerce illicite, a indiqué hier à l'APS un cadre central du ministère du Commerce.

Sur les 1 368 marchés informels recensés à l'échelle nationale, 999 ont été éliminés, a précisé le sous-directeur chargé des études et de la prospective, Ahcène Sid-Ahmed, en marge des travaux d'un colloque national sur le commerce parallèle ouvert hier à l'université Mentouri de Constantine sur une initiative de la direction régionale du commerce, basée à Batna. Il a ajouté que sur les 48 506 personnes activant dans ces mar-

chés illégaux, 20.491 ont été réinsérés dans de nouveaux marchés de proximité pour y exercer en toute légalité, soit 42% du nombre global.

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales avait entamé, en collaboration avec le ministère du Commerce, une vaste opération de résorption de ces marchés qui «occasionnent d'importantes pertes à l'Etat en raison de l'évasion fiscale», a encore indiqué Sid-Ahmed.

L'opération a été accompagnée de la réalisation de 1 059 espaces commerciaux, dont 768 marchés de proximité et 291 marchés couverts, inscrits dans le cadre d'un programme mis au point par les deux ministères, a-t-il ajouté, précisant que 618 structures ont déjà été réceptionnées.

«L'éradication de l'informel se fait au fur et à mesure de l'avancement de la réalisation et de la

livraison du reste des marchés en cours de construction», a-t-il affirmé, notant que des efforts étaient déployés pour lutter contre toutes formes de commerce illicite, et «se poursuivront dans l'ensemble des wilayas du pays à travers le renforcement des brigades de contrôle».

Abdelhakim Merad, responsable de la cellule de l'information et de communication de la Direction du commerce de Constantine a précisé, par ailleurs, que plus de 144 tonnes de produits alimentaires avariés ont été saisis l'année dernière dans les douze communes de la wilaya.

Les contrôleurs de la qualité et de la répression des fraudes ont eu à effectuer, durant la même période, 27 626 interventions ponctuées par l'établissement de 3 849 contraventions et de 3 827 procès-verbaux.

APS